

# Un mouvement à contre-courant : tensions et expériences féministes face à la dichotomie public/privé dans l'Espagne post-dictatoriale

María Martínez

UNED

141

La dichotomie public/privé, constitutive de la citoyenneté moderne libérale, est centrale pour la théorie et la praxis féministes. En Espagne, le franquisme avait maintenu sa supériorité précisément par la stricte séparation des sphères et surtout par la construction de la femme restreinte à ses fonctions dans la sphère privée : épouse, maîtresse de maison et mère. Le mouvement féministe surgit précisément comme *un mouvement à contre-courant* de ce modèle de féminité hétéronormatif. L'accès à la sphère publique et la politisation du privé sont alors les stratégies privilégiées par ce mouvement pour l'émancipation des femmes et pour leur construction comme citoyennes. Cet article cherche à étudier trois tensions pour les féminismes découlant de la dichotomie public-privé à travers l'analyse des revendications et d'expériences d'activistes. Les données proviennent d'un travail de terrain intense : 44 entretiens et 4 groupes de discussion avec des activistes de plusieurs générations politiques et l'analyse du matériel produit par le mouvement.

MOTS-CLÉS : ESPAGNE, EXPÉRIENCE, MOUVEMENT FÉMINISTE, PRIVÉ, PUBLIC, TENSIONS

POUR CITER CET ARTICLE / PARA CITAR ESTE ARTÍCULO / TO QUOTE THIS ARTICLE

María MARTÍNEZ, « Un mouvement à contre-courant : tensions et expériences féministes face à la dichotomie public/privé dans l'Espagne post-dictatoriale », dans Brice CHAMOULEAU (COORD.), *Genre, sexualités et démocratie : l'avènement du public et du privé en contexte post-dictatorial*, Dossier des *Mélanges de la Casa de Velázquez. Nouvelle série*, 50 (1), 2020, pp. 141-162.

## Un movimiento a la contra: tensiones y experiencias feministas ante la dicotomía público/privado en la España posdictatorial

La dicotomía público/privado, constitutiva de la ciudadanía moderna liberal, es central para la teoría y la praxis feministas. En el caso español, el franquismo había sostenido su superioridad justamente en una contundente separación de esferas y específicamente en la construcción de la mujer restringida a sus funciones en lo privado: esposa, ama de casa y madre. El movimiento feminista emerge precisamente como *un movimiento a la contra* de ese modelo de feminidad heteronormativo y, por ello, el acceso a lo público y la politización de lo privado aparecen como las estrategias privilegiadas para la emancipación de las mujeres y su constitución como ciudadanas. A través del análisis de reivindicaciones y experiencias de activistas, se indagará en tres tensiones que la dicotomía público/privado supone para los feminismos. El artículo se apoya en un extenso trabajo de campo: 44 entrevistas y 4 grupos de discusión con activistas de diferentes generaciones políticas, y el análisis de materiales producidos por el movimiento.

PALABRAS CLAVE: ESPAÑA, EXPERIENCIA, MOVIMIENTO FEMINISTA, PRIVADO, PÚBLICO, TENSIONES

## A counter-current movement: tensions and feminist experiences regarding the public/private dichotomy in post-dictatorial Spain

The public/private dichotomy, constitutive of modern liberal citizenship, is central to feminist theory and practice. In Spain, Francoism had maintained its superiority precisely by the strict separation of the spheres and especially by the construction of the woman restricted to her functions in the private domain: wife, housekeeper and mother. The feminist movement emerges precisely as a counter-current movement to this heteronormative model of femininity. Access to the public sphere and the politicization of the private sector are the strategies privileged by this movement for the emancipation of women and for their construction as citizens. This paper seeks to study three tensions for feminisms arising from the public-private dichotomy through the analysis of activists' claims and experiences. The data come from intensive fieldwork: 44 interviews and 4 focus groups with activists from several political generations and analysis of the material produced by the movement.

KEYWORDS: EXPERIENCE, FEMINIST MOVEMENT, PRIVATE, PUBLIC, SPAIN, TENSIONS

**L**A DISTINCTION entre le politique et le personnel représentent des éléments constitutifs du patriarcat et de la critique féministe d'un système qui relègue les femmes dans la sphère privée. C'est le sens des propos de Carol Pateman : « la dichotomie entre le privé et le public est au centre des écrits et des luttes politiques féministes depuis près de deux siècles. En réalité, cette dichotomie est l'enjeu principal du mouvement féministe<sup>1</sup> ». Cette dichotomie est centrale pour les féminismes théoriques à travers un débat ouvert à propos du modèle libéral de citoyenneté et de l'incorporation des femmes à celle-ci<sup>2</sup>. Mais elle l'est surtout pour les luttes politiques féministes qui, dans les sociétés libérales, se voient poussées à proposer l'intégration des femmes à la citoyenneté, au domaine public, via l'abandon de la sphère privée associée au féminin<sup>3</sup>, ainsi qu'à réclamer la politisation du privé.

Deux questions se dégagent alors : tout d'abord, la configuration particulière de cette dichotomie dans le contexte franquiste et son héritage dans l'Espagne de l'après-dictature<sup>4</sup>, puis l'impact de cette dichotomie sur la constitution spécifique du mouvement féministe espagnol en tant que *mouvement à contre-courant*.

La dichotomie public/privé et l'enchaînement de binômes qui lui sont associés (masculin/féminin, culture/nature, politique/privé, raison/émotion...) sont, d'après la philosophe Celia Amorós, fondamentaux, indépendamment des configurations historiques spécifiques, dans la construction du patriarcat et du féminin considéré inférieur car situé dans la sphère privée<sup>5</sup>. Dans le cas de l'Espagne, la configuration franquiste du patriarcat repose très clairement sur la distinction entre ces deux sphères — le public et le privé — et sur la localisation des femmes dans la deuxième. Selon Elena Casado, le franquisme avait construit « la Femme » comme « un symbole du nécessaire attachement à la tradition et des risques à s'en écarter, ainsi qu'au régime espagnol par lequel légitimer une prétendue supériorité nationale face aux critiques modernisantes brandies à l'extérieur comme à l'intérieur<sup>7</sup> ». En d'autres termes, le franquisme se construit précisément sur la

<sup>1</sup> PATEMAN, 1996, p. 31.

<sup>2</sup> L'objet de cet article dépasse celui d'une discussion sur la dichotomie public/privé et les débats entre féministes et libéraux. Pour cela, je renvoie au désormais classique texte de Carole PATEMAN, « Feminist critiques of the public/private dichotomy » publié en 1983, ainsi qu'aux débats entre les féministes sur le sujet, notamment : BENHABIB, CORNELLA, 1990 ; et FRASER, 1997.

<sup>3</sup> AMORÓS, 1994.

<sup>4</sup> Parler de contexte franquiste n'est pas évident, particulièrement intenses sont les débats sur la fin de cette période. Dans ce texte, le franquisme ne se réduit pas uniquement à la période entre la fin de la Guerre Civile espagnole (1939) et la mort de Franco (1975) ou les premières élections démocratiques (1977). Au contraire, nous nous alignons avec la ligne éditoriale de ce numéro pour montrer l'étirement et les effets du franquisme dans la démocratie ultérieure.

<sup>5</sup> PATEMAN, 1996, p. 39.

<sup>6</sup> AMORÓS, 1994, pp. 23-52.

<sup>7</sup> CASADO, inédite, p. 285.

séparation entre les sphères publique et privée en installant la femme dans l'espace privé (considéré a-social et a-politique) et l'homme dans le public (social et politique). Le franquisme répondait à un modèle classique du libéralisme lockien<sup>8</sup> selon lequel le pouvoir de la sphère privée n'est pas politique, mais naturel du fait de la supériorité masculine. Le franquisme se présente comme supérieur précisément parce qu'il défend et applique la séparation naturelle entre les sphères publique et privée. Or, l'analyse d'Elena Casado démontre que cette séparation n'est pas naturelle, mais produite par plusieurs dispositifs et acteurs : la médecine, la Section Féminine bien entendu, le Service Social obligatoire pour les femmes et les manuels d'« économie familiale », également enseignés dans les établissements scolaires et qui fournissent des conseils détaillés pour s'occuper de la maison, du mari, des enfants, des personnes âgées ou encore de soi-même pour la satisfaction du mari<sup>9</sup>. La « Femme » du franquisme se voit réduite à la sphère privée<sup>10</sup> : elle est « Femme » car elle est épouse, maîtresse de maison et mère.

144

Cette femme, épouse, maîtresse de maison et mère est le sujet autour duquel, ou plus exactement *contre* lequel se construit le mouvement féministe en Espagne — c'est un *mouvement à contre-courant* de la femme franquiste. Avec l'apparition d'un certain protoféminisme pendant le franquisme (notamment à l'université, à l'église, dans les associations de quartier et les organisations de gauche et syndicales clandestines), mais surtout avec la constitution du mouvement féministe à partir des années 70<sup>11</sup>, la femme franquiste est le modèle de féminité hétéronormative à anéantir<sup>12</sup>. Ce mouvement met en œuvre deux stratégies principales pour lutter contre un modèle de féminité confiné à la sphère privée : d'une part, la politisation

<sup>8</sup> PATEMAN, 1996, pp. 33-34.

<sup>9</sup> CASADO, inédite, pp. 285 *sqq.*

<sup>10</sup> Il est intéressant de reprendre ici la conceptualisation du privé de Hannah Arendt : « *To live an entirely private life means above all to be deprived of things essential to a truly human life: to be deprived of the reality that comes from being seen and heard by others, to be deprived of an "objective" relationship with them that comes from being related to and separated from them through the intermediary of a common world of things, to be deprived of the possibility of achieving something more permanent than life itself [...]; [P]rivate man does not appear, and therefore it is as though he did not exist* » (ARENDR, 1998, p. 58).

<sup>11</sup> Les Premières Journées pour la Libération de la Femme sont tenues à Madrid en 1975, quelques jours après la mort de Franco. Ces journées sont considérées par de nombreuses auteures comme l'acte fondateur de ce mouvement (AGUSTÍN, 2003 ; BLANCO, 1998 ; DI FEBO, 1979 ; ESCARIO, ALBERDI, LÓPEZ-ACCOTTO, 1996 ; FOLGUERA, 2007 ; MERCADÉ, 1976 ; MORENO, 1977). Malgré la centralité de ces journées pour la conformation du mouvement féministe espagnol, il ne faut pas assumer une approche « volcanique » aux mouvements sociaux qui considère la naissance d'un mouvement comme un « événement qui émerge à la surface de la vie sociale » (JOHNSTON, LARAÑA, GUSFIELD, 1994, p. 25), et s'intéresser plutôt aux processus qui ont rendu possible leur émergence (MARTÍNEZ, 2019).

<sup>12</sup> Ce modèle de féminité repose sur le caractère obligatoire de l'hétérosexualité (BUTLER, 2002 ; RUBIN, 1975) que le franquisme s'assure de sauvegarder par des pratiques telles que l'enfermement des femmes lesbiennes ou le recours à des thérapies à base d'électrochocs afin qu'elles abandonnent cette sexualité tordue (*queer/torcida*) [OSBORNE (coord.), 2012].

des questions jusqu'alors considérées comme privées, notamment l'avortement, mais aussi le divorce et, plus tard, les violences faites aux femmes ; d'autre part, la revendication de l'accès des femmes à la sphère publique perçue comme indissociable de la citoyenneté et avec elle, l'obtention de l'émancipation et de la libération des femmes. Libération et émancipation non seulement de l'espace privé de la famille auquel elles étaient confinées, mais aussi d'un modèle de féminité caduc. Comme je le démontrerai, ces deux stratégies ne sont pas exemptes de tensions car si parfois elles transgressent la dichotomie public/privé, elles peuvent aussi la renforcer.

À ces deux tensions s'ajoute une troisième, qui relève de l'expérience vécue. Les tensions qui se dégagent des deux stratégies politiques se révèlent particulièrement significatives quand on s'intéresse aux expériences et trajectoires de féministes de différentes générations politiques. Autrement dit, la demande de la politisation du privé et d'accès au public n'est pas seulement un discours de lutte, elle fait aussi partie des pratiques de ces activistes. Se pencher sur leurs expériences militantes permet de constater les tensions provoquées par la dichotomie public/privé sur leurs expériences de vie, indépendamment du contexte de dictature et d'après-dictature. Les expériences de féministes nées ou élevées en démocratie montrent certaines continuités de ce modèle de féminité hétéropatriarcale du franquisme que la modernisation démocratique n'a pas pu éradiquer. Bien que le répertoire discursif qui place les femmes dans le domaine privé ait perdu sa légitimité, les rapports sociaux sont encore marqués par cette conception.

L'objectif de l'article est d'étudier trois tensions entre le public et le privé qui ressortent de l'analyse des discours, stratégies, pratiques et expériences féministes en Espagne, en s'appuyant principalement sur l'analyse de matériel empirique produit dans le cadre d'une recherche sur les processus d'identité dans les mouvements féministes de ce pays<sup>13</sup>. Pour cette recherche, j'ai réalisé 44 entretiens de type biographique et animé 4 groupes de discussions avec des activistes de différentes générations politiques, régions (Catalogne, Madrid, Pays basque et Valence), positions idéologiques (féminisme socialiste, radical, de l'égalité, de la différence, féminisme lesbien, *queer*...), intensité de l'activisme (allant des leaders aux participantes occasionnelles) et multiplicité des militances (dans des partis politiques, syndicats et autres mouvements sociaux). Dans ce texte, j'utilise aussi certaines affiches créées pour des manifestations, colloques et campagnes<sup>14</sup>.

<sup>13</sup> La recherche est celle de ma thèse de doctorat soutenue à l'université du Pays basque en 2015. Je remercie toutes les activistes d'avoir partagé avec moi leurs expériences ainsi que mon directeur de thèse et le jury pour leurs commentaires et leurs suggestions.

<sup>14</sup> Toutes les affiches proviennent des archives publiques du Centre de Documentation des Femmes Maite Albiz de Bilbao. Toutes les images peuvent être consultées et téléchargées librement à l'adresse suivante : <<https://emakumeak.org/web/carteles>> [consulté le 10/05/2016].

## Tensions entre le public et le privé (1) : la « politisation » du privé

La politisation de questions considérées comme privées et personnelles constitue l'une des stratégies centrales de la praxis féministe. Il s'agit de la devise féministe : « le privé est politique ». Évidemment, cela suppose la politisation des questions jusqu'à présent mises de côté, notamment celles liées à la sexualité (avortement, violences faites aux femmes, lesbianisme, etc.), mais également de révéler que ce qui avait été considéré comme privé était officiellement politique<sup>15</sup>.

De fait, le franquisme espagnol avait abondamment légiféré sur des questions considérées comme personnelles et privées. Si l'exemple le plus parlant est celui de la Ley de Peligrosidad y Rehabilitación Social qui criminalisait certaines pratiques, notamment l'homosexualité et la prostitution, il n'est pas le seul. Nombreuses étaient les réglementations qui pénalisaient la sexualité des femmes. C'est sur elles que porteront les revendications du mouvement féministe des années 70 et 80. Ainsi, l'une des premières campagnes lancées par le mouvement demandait l'abolition de la loi sur l'adultère<sup>16</sup>. Reprenons Elena Casado :

Selon le Code Pénal de 1944, un adultère était commis par « la femme mariée qui *couchait* avec un homme qui n'était pas son mari et par celui qui *couchait* avec celle-ci tout en sachant qu'elle était mariée » (article 449) et le concubinage par « le mari qui avait une maîtresse au domicile conjugal ou à l'extérieur de celui-ci » (article 452). [...] pères et maris [avaient le droit de] tuer leurs filles ou épouses adultères et les hommes qui « couchaient » avec elles<sup>17</sup>.

La distinction entre adultère et concubinage et son application différenciée pour chaque sexe montrent en effet que le privé était *éminemment* politique. La campagne contre cette loi fut le théâtre de manifestations dans plusieurs villes (Barcelone, Madrid, Saragosse et Valence), de rassemblements devant les tribunaux où se tenaient les procès pour adultère et de la signature d'un manifeste d'auto-incrimination : « Moi aussi, j'ai commis l'adultère ! ». Le 19 janvier 1978, la loi 22/1978 est approuvée et met fin à ce délit.

C'est probablement le combat pour l'avortement qui absorba le plus de temps et d'énergie et peut-être celui qui provoqua le plus de frustrations au mouvement féministe espagnol. Bien entendu, le franquisme condamnait toute pratique d'interruption de grossesse. Encore une fois, le privé était *éminemment* politique. Ainsi, dès 1977, le mouvement féministe lance la campagne « Pour une sexualité libre » qui, outre son combat pour l'avortement,

<sup>15</sup> MILLETT, 2010.

<sup>16</sup> ASOCIACIÓN « MUJERES EN LA TRANSICIÓN DEMOCRÁTICA », 1999 ; LARUMBE, 2002.

<sup>17</sup> CASADO, inédite, p. 293.

exprimait d'autres revendications : amnistie pour les femmes condamnées pour avortement, dépénalisation de la vente, de la diffusion et la publicité des contraceptifs<sup>18</sup>, et abrogation de la Ley de Peligrosidad y Rehabilitación Social. La campagne en faveur de l'avortement fut longue (jusqu'en 1985 dans un premier moment, avant de reprendre plus tard) et peu satisfaisante d'un point de vue législatif. Elle organisa de très nombreuses actions, certaines au niveau local, d'autres au niveau national<sup>19</sup>, et un autre manifeste d'auto-incrimination fut rédigé en 1979 : « Moi aussi j'ai avorté » signé par plus de 1 300 femmes dont certaines célèbres<sup>20</sup>. La loi 9/1985 adoptée en 1985 qui venait réformer le Code pénal ne dépénalisait l'avortement que dans trois cas : viol, malformation du fœtus ou risques importants pour la santé de la mère. Les femmes pouvaient toujours être condamnées pour avorter<sup>21</sup>. Ce n'est qu'en 2010, après de fortes mobilisations féministes que le gouvernement Zapatero approuve une loi sur l'interruption volontaire de grossesse, dans la lignée des législations européennes, dépénalisant l'avortement et l'autorisant sans motif pendant les 14 premières semaines<sup>22</sup>.

147

Une autre question considérée comme privée, celle du divorce, se posa au mouvement féministe d'une manière assez inattendue en 1979. La question de la famille provoquait de nombreuses tensions entre les différents courants féministes, car l'idée de la famille comme cœur de l'exploitation de la « femme » était très répandue. C'est peut-être pour cette raison que le divorce ne fut pas abordé jusqu'à ce que le ministre de la Justice de l'époque, Iñigo Cavero, présente un projet de loi sur le divorce. Le mouvement féministe élabore son propre projet auquel souscrivirent la plupart des groupes féministes et que le Parlement rejeta. En octobre de la même année, il lança une « campagne unitaire autour de la consigne "Pour un divorce sans victimes ni coupables, démocratique, non discriminatoire pour la femme"<sup>23</sup> ». L'adoption d'une loi

<sup>18</sup> La loi 45/1978 promulguée le 7 octobre 1978 dépénalise la vente, la diffusion et la publicité de contraceptifs.

<sup>19</sup> Une grande partie de la campagne s'appuie sur le cas des 11 de Basauri. Ce cas fait référence à l'inculpation de 9 femmes pour avoir avorté, une femme pour avoir pratiqué les avortements et un homme pour avoir incité à l'avortement. Le procès s'ouvrit et fut paralysé à plusieurs reprises. Les différentes organisations féministes de toutes les régions d'Espagne se mobilisèrent pour apporter leur soutien.

<sup>20</sup> Il s'agissait d'un manifeste semblable à celui signé en France, le fameux manifeste des 343 (du nombre de ses signataires) [PAVARD, 2012], ce qui témoigne de la transnationalisation des luttes féministes.

<sup>21</sup> AGUSTÍN, 2003 ; CASADO, inédite.

<sup>22</sup> Loi organique 2/2010 du 3 mars sur la santé en matière de sexualité et de procréation et sur l'interruption volontaire de grossesse. Avec l'arrivée du Parti Populaire au pouvoir en 2011, le Ministre de la Justice, Alberto Ruíz-Gallardón, tenta de faire passer une loi très restrictive (plus que celle de 1985) de l'avortement qui mobilisera à nouveau le mouvement féministe en Espagne. Finalement, cette loi ne fut pas approuvée, mais le gouvernement modifia la loi de 2010 obligeant à partir de 2015 toutes les mineures à avoir une autorisation de leurs parents pour pouvoir accéder à une interruption volontaire de la grossesse.

<sup>23</sup> AGUSTÍN, 2003, p. 296.

sur le divorce ne se termina qu'en 1981 avec l'approbation d'un second projet de loi présenté par le nouveau ministre de la Justice, Fernández Ordóñez, bien plus progressiste que le précédent.

Si les féministes n'avaient pas une position unanime au sujet du divorce, qui contribuait selon elles à renforcer le modèle de famille hétéropatriarcal, la revendication des contraceptifs et du droit à l'interruption volontaire de grossesse suscitait également des débats animés. Comme l'explique Mercedes Agustín, la branche radicale du mouvement adopte une position critique à l'égard des contraceptifs et de l'avortement, car « ils représentaient une agression pour la santé des femmes tout en contribuant à préserver un modèle de sexualité masculin reposant sur la génitalité et la pénétration<sup>24</sup> ». À ce propos, Lidia Falcón, leader du Parti Féministe espagnol, reprendra la proposition de Shulamith Firestone qui considère que soulager les femmes de leur fonction reproductive était le moyen de libération<sup>25</sup>. Les féministes radicales n'étaient pas les seules à s'opposer ou à émettre des réserves sur ces revendications; des activistes d'autres courants s'interrogeaient aussi sur la pertinence de certaines demandes susceptibles de renforcer la famille hétéropatriarcale, l'hétérosexualité obligatoire, les rôles de genre et notamment celui des femmes en tant qu'épouses, maîtresses de maison et mères.

Il est impossible de ne pas mentionner le combat du mouvement féministe en Espagne pour faire entrer dans le débat public une question clairement considérée comme privée : la violence envers les femmes. Après les premières revendications réclamant la pénalisation des viols et agressions sexuelles qui conduisirent à la réforme du Code pénal en 1989<sup>26</sup>, les violences faites aux femmes, notamment dans le cadre familial, ont focalisé le combat de nombreuses organisations féministes. Après plusieurs réformes du Code pénal<sup>27</sup>, l'étape la plus importante sera l'approbation de la loi organique 1/2004 du 28 décembre 2004 des mesures de protection intégrale contre les violences faites aux femmes. Cette loi contribua à rendre visible cette violence<sup>28</sup> et faire entrer définitivement le sujet dans le débat public. Malgré cela, le mouvement féministe continue à demander que des politiques publiques soient développées.

Outre leur impact sur les politiques publiques, les luttes pour l'avortement, le divorce et, plus récemment, contre les violences envers les femmes, rendent publiques et politiques des questions qui se cantonnaient jusqu'alors à la sphère privée et personnelle. Ainsi, le féminisme interroge les limites de la frontière entre le public et le privé, le politique et le personnel, sur laquelle

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 210.

<sup>25</sup> LARUMBE, 2002.

<sup>26</sup> Avec cette réforme, les agressions sexuelles et les viols, jusqu'alors « *delitos contra la honestidad* » (délits contre l'honnêteté), deviennent des « *delitos contra la libertad sexual* » (délits contre la liberté sexuelle). Cette réforme établit également le délit de « maltraitance habituelle » (ROGGBAND, 2012, p. 790).

<sup>27</sup> *Ibid.*

<sup>28</sup> CASADO-NEIRA, MARTÍNEZ, 2017.

repose la théorie libérale<sup>29</sup>. Désormais, les frontières sont poreuses. Or, la revendication de rendre politique le personnel n'évite pas totalement que ces questions soient toujours considérées comme des « questions de femmes », les empêchant ainsi d'occuper la place politique qu'elles méritent.

### **Tensions entre le public et le privé (2) : l'incorporation des femmes au public**

Le mouvement féministe espagnol est *un mouvement à contre-courant* de la Femme construite par le franquisme qui la confinait dans la sphère privée : épouse, maîtresse de maison et mère. La deuxième stratégie que le mouvement met en place est développée précisément *contre* cette construction puisqu'elle cherche à incorporer les femmes à la sphère publique et donc à la citoyenneté. Comment le faire ? C'est surtout le féminisme de l'égalité, dans son interprétation socialiste, qui le fera en privilégiant une des modalités concrètes de la citoyenneté : celle du citoyen-travailleur. S'il existe un signe distinctif de la citoyenneté dans nos configurations sociétales, c'est bien le travail. Celui-ci permet, bien sûr, d'accéder à des droits, mais il apporte également une reconnaissance sociale et une identité. L'emploi permet aux femmes devenir citoyennes et par là même de se constituer en sujets *à part entière*, des sujets émancipés, libérés.

L'accès au monde du travail et à l'emploi devient alors la stratégie privilégiée, et pas uniquement au cours de ces premières années. On en trouve un premier exemple dans la publication du livre de María Victoria Abril et María Jesús Miranda en 1978, *La liberación posible* (La libération possible). Le thème central de l'ouvrage est justement la libération des femmes par leur accès au marché du travail. Selon les auteures, cela obligea à la création de services publics se chargeant des tâches domestiques et de soin :

L'Espagne dispose déjà des conditions objectives de libération de la femme de sa cage dorée. Nous disposons d'un niveau de développement suffisant pour construire des crèches, pour réduire au maximum les tâches ménagères, pour créer des emplois suffisants pour de nombreuses femmes<sup>30</sup>.

L'émancipation et la libération des femmes par leur accès au marché du travail est un discours que soutiendront notamment les secrétariats de la femme des syndicats engagés dans les féminismes dès la fin de la dictature. Deux affiches des années 1990 reprennent cette idée : la première (fig. 1, p. 150) exprime clairement l'idée que l'égalité femmes-hommes n'est envisageable que par l'accès à l'emploi en affirmant : « Un présent avec de l'emploi, un futur

<sup>29</sup> PATEMAN, 1996.

<sup>30</sup> ABRIL, MIRANDA, 1978, p. 129.



150

FIG. 1. — Affiche du syndicat Comisiones Obreras pour la manifestation du 8 mars 1994  
 SOURCE : <<https://emakumeak.org/web/cartel/153>>.



FIG. 2. — Affiche du syndicat Stee-Eilas pour la manifestation du 8 mars 1999  
 SOURCE : <<https://emakumeak.org/web/cartel/235>>.

sans discrimination ». La deuxième (fig. 2) ne peut pas clamer plus fort que l'accès au public passe forcément par l'emploi : les femmes « occuperont plus d'espace » à partir du moment où elles accéderont à différentes professions.

Cette proposition est également défendue par des groupes féministes dans des slogans employés lors des manifestations et qui incitent les femmes à sortir de la maison et du foyer, de leur « cage dorée<sup>31</sup> » : « Femme, sors de ta cuisine, rejoins-nous ! », « Femme, ta maison est une prison. Libère-toi ! » ou encore plus clairement : « Femme, quitte ton foyer et mets-toi au travail »<sup>32</sup>. Ainsi, l'emploi devient la promesse de l'incorporation à l'espace public, à la citoyenneté ; c'est la voie de la libération et de l'émancipation. Dans ce sens-là, l'affiche réalisée par l'Assemblée des femmes de Biscaye (BEA/AMB) [fig. 3] pour une manifestation du 1<sup>er</sup> mai des années 1990<sup>33</sup> est significative. Elle juxtapose la maîtresse de maison qui frotte le sol à genoux — métonymie de la soumission et de la domination — à la femme révolutionnaire qui réclame « un emploi pour chaque femme » comme moyen de libération.

151



FIG. 3. — Affiche de l'Assemblée des femmes de Biscaye pour la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1999

SOURCE : <<https://emakumeak.org/web/cartel/36>>.

<sup>31</sup> *Ibid.*

<sup>32</sup> ZABALA, 2008.

<sup>33</sup> La date précise de l'affiche n'était pas disponible dans la base de données dont elle est extraite : <<https://emakumeak.org/web/carteles>> [consulté le 10/05/2016].

Le féminisme institutionnel commence à prendre forme en Espagne avec la création de l'Institut de la Femme en 1983. Il se développera dans les décennies suivantes et fera sien le discours de l'incorporation au public et à la citoyenneté à travers l'accès à l'emploi. Ainsi, qu'il s'agisse des premiers plans nationaux pour l'égalité ou des plans plus récents (nationaux, régionaux ou locaux), la prise de pouvoir économique des femmes — notamment par l'obtention d'un emploi — devient l'axe principal d'intervention des politiques d'égalité en Espagne<sup>34</sup>.

Cette stratégie pour sortir les femmes du privé n'est toutefois pas exempte de tensions ni de débats. En effet, outre le fait qu'elle omet les processus contemporains de précarisation<sup>35</sup>, les conditions de travail et d'emploi des femmes ont tendance à être moins bonnes que celles des hommes<sup>36</sup>. C'est pourquoi leur accès à la citoyenneté est uniquement partiel : elles ont moins de droits, leurs taux de chômage et d'emploi partiel sont plus élevés, et elles exercent plus souvent des métiers moins valorisés socialement. De plus, du point de vue des politiques publiques, cet accès des femmes à l'emploi ne les dispense pas de leur rôle dans la sphère privée comme épouses, maîtresses de maison et mères. Il est parlant que le deuxième axe central des politiques d'égalité en Espagne soit la conciliation de la vie familiale et professionnelle. Cristina Guirao affirme ainsi :

Un exemple manifeste de la manière dont l'État-providence reproduit parfois les stéréotypes de genre est notamment la Loi sur la conciliation de la vie professionnelle et familiale (loi 39/1999) qui multiplie les autorisations, les réductions de journée, les disponibilités, etc., et enferme la femme dans l'espace privé ou dans le meilleur des cas, lui permet de concilier les deux sphères<sup>37</sup>.

La demande d'accès des femmes à l'emploi transgresse en partie la dichotomie public/privé, mais finit aussi par la renforcer.

### **Tensions entre le public et le privé (3) : expériences d'activistes féministes**

Les tensions issues des deux stratégies analysées nous mènent à une troisième tension, liée aux expériences des activistes féministes. Comment les activistes vivent-elles ces tensions alors qu'elles sont aussi des femmes dans une structure sociale qui les renvoie au privé ? Est-ce que ces expériences changent pour les femmes nées sous le franquisme et pour celles nées après ? Leur praxis féministe ne se limite pas uniquement à revendiquer la politisation de questions privées et l'accès au public d'autres femmes, mais elles doivent

<sup>34</sup> Pour une revue des politiques d'égalité en Espagne, voir : ASTELARRA, 2009 ; BUSTELO, inédite ; BUSTELO, LOMBARDO (éd.), 2007.

<sup>35</sup> MARTÍNEZ, SIMÓ, 2015.

<sup>36</sup> CARRASCO, BORDERÍAS, TORNS, 2011 ; TORNS, 2012.

<sup>37</sup> GUIRAO, 2010, p. 217.

elles-mêmes faire face à ces processus dans leur quotidien. Si les récits de ces activistes offrent des références communes à d'autres femmes quant à leurs difficultés d'incorporation au public et politiser les questions d'ordre privé, c'est le sujet de la pratique politique que je souhaite analyser ici. L'incorporation à la sphère publique n'est pas seulement une part du discours féministe ; c'est également une pratique des activistes lorsqu'elles cherchent à se faire une place dans l'espace (public) de la participation sociopolitique. Je m'inscris dans la lignée de plusieurs travaux récents depuis les théories du *care* qui visent à élargir l'idée même du travail au travail politique et militant<sup>38</sup>. Ainsi, l'incorporation à l'espace public ne se fait pas que par l'accès au marché du travail ; en effet, la participation politique est un élément fondamental.

Pour cette analyse, je distingue trois générations politiques<sup>39</sup> dans le mouvement féministe auxquelles pourrait venir s'ajouter une quatrième en devenir. La première génération s'incorpore au mouvement féministe à la fin des années 1960, et surtout lors de la décennie suivante ; la deuxième le fait dans la seconde moitié des années 1980 ; la troisième arrive lors du passage au nouveau millénaire. La quatrième, quant à elle, pourrait se situer dans les mobilisations des indignés et du mouvement du 15-M<sup>40</sup>. Malgré les différences d'âges, mais surtout de contextes et de conditions sociales — franquisme et post-franquisme —, il est surprenant que toutes les générations rapportent un processus commun d'incorporation à l'activisme féministe : la plupart avaient déjà un passé militant dans d'autres organisations (parti politique, syndicat ou mouvement social).

Celles qui débutèrent leur activisme féministe dans les universités ou à l'église au cours des dernières années de la dictature (1960 et 1970) sont rejointes par de nombreuses activistes de la première génération politique qui le font après avoir participé à un parti politique de gauche, des syndicats ou d'autres mouvements de lutte contre la dictature, toujours dans la clandestinité. Citons Empar Pineda : « la plupart des femmes qui vinrent grossir les rangs des nouvelles organisations des villes et des villages venaient de la lutte antifranquiste,

<sup>38</sup> RUIZ GARCÍA, inédite ; SAGASTIZABAL, LEGARRETA, 2016.

<sup>39</sup> Je reprends la notion de « génération politique » de Nancy Whittier reposant sur la conceptualisation de Mannheim qui ne résume pas la génération à l'âge biologique, mais la conçoit comme « un groupe qui vit des conditions sociales communes et partagent donc un cadre d'interprétation construit par des circonstances historiques » (WHITTIER, 1995, p. 16). Pour cette auteure, il ne faut pas considérer la génération politique de manière individuelle (conceptions, attitudes ou croyances), mais la replacer dans l'action et l'interaction (*ibid.*).

<sup>40</sup> Pour cette quatrième génération, je m'appuie sur un travail de terrain spécifique sur les féminismes lors des mobilisations du 15-M et des indignés réalisé entre 2011 et 2013. Outre les observations participatives des campements de Bilbao et de Madrid, quatre entretiens approfondis ont été réalisés avec des activistes (deux à Madrid et deux à Barcelone). Une analyse du contenu des publications, manifestes, procès-verbaux d'assemblée, page Facebook... a été également réalisée. Ces entretiens, traduits par mes soins, sont référencés selon les codes suivants : E pour les entretiens et GD pour les groupes de discussion, en précisant la région (C pour Catalogne, E pour Euskadi/Pays basque, M pour Madrid, B pour Barcelone et V pour la région de Valence), suivi du numéro de l'entretien ou du groupe.

d'organisations de gauche et notamment de la gauche radicale<sup>41</sup> ». Même celles qui rejettent plus tard la double militance (dans le féminisme et dans un parti politique et/ou syndicat) ont fréquemment approché le féminisme par l'intermédiaire de ces organisations<sup>42</sup> :

Mon premier contact avec le féminisme eut lieu en 1973-74 au sein d'une organisation politique dans laquelle je militais [...], le Parti du Travail. Puis, avec plusieurs femmes, nous nous sommes réunies au sein du parti pour discuter de sujets spécifiques aux femmes (E-C10).

Deux partis se distinguent dans cette combinaison de lutte antifranquiste et de lutte féministe : la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) et le Mouvement Communiste (MC) :

Je militais dans un parti politique, la LCR, [...], c'est le premier parti qui, encore sous la dictature, a commencé à exprimer sans équivoque, de façon très clairement féministe, un intérêt pour le féminisme, à l'initiative de quelques femmes. (E-M17)

154

Mon premier contact avec le féminisme fut par l'intermédiaire du Mouvement Communiste, de la structure des femmes de l'organisation. (E-V2)

Dans une moindre mesure, la participation à un syndicat, plus précisément les Commissions Ouvrières (CC.OO.) est mentionnée comme voie d'incorporation à l'activisme féministe :

J'ai commencé à militer dans un cadre organisé au moment de la création du Secrétariat de la Femme de CC.OO. (E-M1)

La deuxième génération politique est localisée dans la seconde moitié des années 1980, au moment où l'Espagne assiste à plusieurs mobilisations sociales, notamment les mouvements anti-OTAN et d'étudiants contre les réformes en cours<sup>43</sup>. Ces mouvements deviennent des espaces de politisation pour cette génération :

Je suis arrivée à Madrid en 1986; je venais d'un endroit très politisé dans les années 80. Je faisais partie des Étudiants révolutionnaires de Galice. Je suis arrivée à la faculté de Sociologie à Madrid qui était un repaire d'activisme à tous les niveaux en 1986-87. (GD-M9)

À partir du référendum sur l'OTAN, j'ai contacté un groupe de femmes de Getafe qui m'a intéressé et auquel j'ai commencé à participer. Puis, j'ai continué après le référendum. Nous avons abandonné le sujet de l'OTAN, et des amies et moi sommes entrées dans le groupe de Getafe. Il s'appelait groupe de femmes de Getafe. (E-M14)

<sup>41</sup> PINEDA, 1991, p. 29.

<sup>42</sup> Ces femmes sont à l'origine d'organisations de femmes de ces partis. Citons notamment : Mouvement Démocratique des Femmes au sein du Parti Communiste d'Espagne ; Association Démocratique de la Femme du Parti des Travailleurs d'Espagne ; et l'Union pour la Libération de la Femme au sein de l'Organisation Révolutionnaire des Travailleurs.

<sup>43</sup> LARAÑA, 1999.

Moi je venais d'un côté, du mouvement étudiant [...], et de l'autre, du mouvement anti-OTAN. (E-M6)

Il convient de signaler que certaines de ces activistes sont également liées à des partis politiques, notamment la LCR et le MC, mais cette militance n'est pas aussi marquante dans leur trajectoire vers un activisme féministe que les mouvements sociaux mentionnés.

La troisième génération politique se situe dans le passage au nouveau millénaire. Certaines entrent dans le féminisme par les études de genre et féministes, et beaucoup d'autres y accèdent par l'intermédiaire d'autres mouvements sociaux et notamment le mouvement des squatters, le mouvement autonome et le mouvement altermondialisation :

Je viens plutôt des Centres sociaux *Okupados* [squattés]. (E-C11a)

Nous venons du mouvement autonome anarchiste. Autonome dans le sens où il ne s'agit pas de l'anarcho-syndicaliste de la CNT, l'anarcho-syndicalisme le plus classique, mais plutôt des mouvements autonomes issus des années 80, un mouvement s'organisant à partir de la base et du mouvement des squatters. (E-V4)

J'ai commencé à mon arrivée à l'université avec les mouvements altermondialistes. (GD-M4)

Participent également à ces mouvements sociaux certaines des activistes de la génération politique précédente qui jouent un rôle de transmission et de charnière entre ces deux générations<sup>44</sup>.

Finalement, il semble plausible de penser que les récents mouvements des indignés et du 15-M puissent devenir des espaces de politisation d'une nouvelle génération féministe. Même s'il est vrai que les Commissions Féministes créées dans ce mouvement social reçoivent la participation d'activistes féministes, l'arrivée de nouvelles femmes est indéniable :

Je viens déjà du féminisme, mais de nombreuses femmes établissent ici leur premier contact avec les féminismes [...]. À chaque assemblée, 3 ou 4 femmes arrivent, d'autres partent, évidemment. (E-B2)

Nous sommes d'âges différents, nées dans des pays différents, nous sommes lesbiennes, bisexuelles, *queer*, des travailleuses, précaires, prostituées, maîtresses de maison, *activistes et non-activistes...* (E-M2, je souligne)

J'estime que nous avons encore besoin d'un peu de temps pour constater si ce mouvement deviendra un espace de politisation de la quatrième génération politique féministe.

Dans tous les cas, et malgré les différences entre les voies d'incorporation à l'activisme féministe de ces générations et le contexte franquiste ou pas, les récits qu'elles font toutes de leur expérience partagent deux points communs. Le premier est que ce sont ces organisations et ces espaces de militance poli-

<sup>44</sup> GIL, 2011.

tique qui leur ont permis de connaître d'autres femmes (certaines féministes, d'autres non) et de commencer à réfléchir à leur situation en tant que femmes. Le second concerne le fait d'avoir vécu des expériences de domination très concrètes dans ces organisations et espaces mixtes. Si ces femmes accèdent à l'espace public en intégrant des organisations et mouvements de gauche qui, dans leur discours, s'engagent pour l'égalité des sexes et la participation paritaire, on y trouve des dynamiques et des rapports de domination similaires à celles d'autres institutions sociales. Plusieurs extraits d'entretiens avec des activistes des trois premières générations, ainsi que des documents de travail de la quatrième, illustrent la manière dont leur entrée dans le féminisme a plus à voir avec l'expérience de domination concrète dans ces organisations et espaces qu'avec d'autres sphères de leur vie (famille, emploi, etc.) :

— [Première génération politique]

Nous sommes entrées dans des partis politiques antifranquistes et nous avons été confrontées à la nécessité du féminisme. (E-C5a)

Vous savez bien que dans les organisations mixtes, il y a toujours des problèmes, nous n'avions pas vraiment de place, même si nous avions notre secrétariat [dans le syndicat]. (GD-M2)

— [Deuxième génération politique]

J'ai laissé tomber cette militance parce qu'il fallait se battre avec les garçons, et parce que les garçons nous mettaient de côté. (E-M3)

Après avoir commencé à travailler comme militante dans deux mouvements [étudiant et anti-OTAN], je me suis bien rendu compte de la situation. [Nous avons élaboré un document sur] la manière dont la militance des femmes était importante aussi bien d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Autrement dit, ce que nous apportions, nous étions très présentes dans toutes les actions, nous apportions nos idées, nous travaillions énormément et [...] les figures de proue étaient toujours des hommes, ils occupaient toujours la place centrale dans les assemblées, la prise de parole, et c'était toujours les hommes qui parlaient quand il y avait des déplacements. Le problème n'était pas que les hommes y aillent, mais que nous, les femmes, voyions que la position des dirigeantes ou la prise de décisions ne correspondait pas au travail fourni. (E-M6)

— [Troisième génération politique]

Nombre d'entre nous, comme je te disais, avons commencé parce que nous militions depuis longtemps dans des espaces politiques et que nous nous posions beaucoup de questions : est-ce que c'est normal? Certains se définissent de gauche, mais le fait d'être de gauche libère-t-il de tout comportement machiste? (E-M2)

Pour moi, il était important de rendre visible le féminisme dans le mouvement des squatters qui, comme tu le sais, est vachement précaire; c'est nécessaire partout, et dans le mouvement des squatters aussi. (E-V4)

— [« Quatrième » génération politique]

Nous ressentons les mêmes sueurs froides que nos grands-mères et nos mères quand nous confirmons que nos compagnons de révolution ne voyaient que la moitié des injustices<sup>45</sup>.

La surprise fut qu'un grand nombre des personnes présentes, en principe indignées par nos représentants et par le système capitaliste, n'étaient pas indignées par le système patriarcal<sup>46</sup>.

Ces expériences de domination, ce *ressentir le patriarcat* dans les organisations mixtes suivant les termes d'une activiste interviewée, surprennent ces femmes car elles s'attendent à trouver des idéologies progressistes qui semblent entrer en contradiction avec les pratiques de domination, la relégation à des tâches « privées », de soin<sup>47</sup>, de ces organisations et espaces politiques. Les récits d'expériences de domination sont d'ailleurs plus fréquents chez les deux dernières générations politiques. Le choc est peut-être d'autant plus grand qu'elles ont grandi dans un contexte démocratique dans lequel, officiellement, l'égalité a été obtenue :

Au fond, toutes les structures de gauche étaient très machistes, je veux dire, très progressistes mais très machistes [...]. Ils étaient très révolutionnaires parce que leurs femmes étaient à la maison et s'occupaient de toute l'infrastructure familiale. (E-C10)

Plusieurs témoignages mettent aussi en avant les difficultés d'intégrer les questions de genre, de féminisme, d'égalité. Le simple fait d'aborder ces questions est, selon de nombreuses féministes interviewées, perçu comme une attaque, une division du mouvement et, au mieux, un simple « point de détail » :

Notre idée de nous constituer en tant que collectif découle de l'analyse de notre réalité la plus proche. Nous faisons toutes partie de plusieurs collectifs, associations étudiantes, syndicats, collectifs LGBT, où nous sentions qu'il existait un élément qui était politiquement perçu comme un simple point de détail. Et la question de genre, la question des femmes, on voyait bien qu'on n'en parlait pas. (E-M12)

Les récits des expériences de ces activistes témoignent de plusieurs tensions entre les sphères publiques et privées. On constate d'une part que cette dichotomie ne s'inscrit pas uniquement dans un discours, dans une stratégie politique, mais qu'elle s'exprime dans le quotidien et les corps des femmes. Les récits d'expériences de domination trouvent leur source dans le fait de confiner les femmes à la sphère privée, même s'il s'agit de la sphère non

<sup>45</sup> SETAS FEMINISTAS, 2012, p. 27.

<sup>46</sup> #ACAMPADA OBRADOIRO, 2012, p. 52.

<sup>47</sup> SAGASTIZABAL, LEGARRETA, 2016.

publique d'organisations politiques et de mouvements sociaux. D'autre part, l'accès à l'espace public par l'intermédiaire de la participation politique et l'intégration de questions de genre révèlent que le discours de l'égalité et de la participation paritaire n'a pas transformé les rapports sociaux, du moins pas de manière radicale. La promesse de la transition du franquisme à la démocratie comme passage à une société moderne et égalitaire<sup>48</sup> cache, comme le montrent les quatre générations témoignant de leurs expériences communes de domination, de nombreuses continuités sur la place des femmes dans la dichotomie public/privé et sur le traitement particulier accordé aux « questions de femmes ».

### Réflexions finales : le caractère insoluble d'une dichotomie

158 Sommes-nous en mesure d'en finir avec la dichotomie public/privé sur laquelle repose la conception libérale de la citoyenneté moderne, ou seules sont possibles des petites transgressions et transformations qui ne libèrent pas des tensions qui en découlent? Cette question, qui reprend plusieurs interrogations que Sasha Rosenell soulève dans l'introduction de l'ouvrage *Beyond Citizenship? Feminism and the Transformation of Belonging*<sup>49</sup>, permet de poursuivre un débat toujours ouvert dans les féminismes, auquel ce texte a souhaité contribuer. Sachant que les trois tensions analysées ne sont pas réservées au cas espagnol, l'héritage du franquisme sur cette société post-dictatoriale fait que les trois tensions se manifestent avec encore plus de force. L'essentiel de cet héritage se trouve dans le sujet Femme que le régime avait construit : l'épouse, maîtresse de maison et mère. La transition démocratique se veut synonyme de modernisation et d'européanisation de l'Espagne; la disparition de ce sujet Femme et l'intégration des femmes en tant que citoyennes à *part entière* étaient fondamentales.

Ainsi, le mouvement féministe espagnol se construit comme un mouvement contre cette femme/épouse/maîtresse de maison/mère, un *mouvement à contre-courant*; pour cela, il recourt à deux stratégies principales : la politisation des questions privées et la revendication de l'incorporation des femmes à l'espace public notamment par son accès au marché du travail. Ces stratégies politiques du mouvement féministe ne peuvent pas être séparées des expériences vécues par leurs activistes en tant que femmes dans ce contexte social précis. S'intéresser à leurs expériences d'incorporation à l'activisme politique (féministe et autre) permet alors de se pencher sur les tensions que la dichotomie public/privé soulève.

<sup>48</sup> CASADO, inédite.

<sup>49</sup> ROSENELL, 2013.

Les deux stratégies analysées ainsi que l'étude des expériences d'activistes féministes mettent en relief le caractère insoluble de la dichotomie public/privé. Tout d'abord parce que malgré la potentialité de revendiquer la politisation des questions privées, celles-ci restent perçues comme des « questions de femmes ». Les revendications du mouvement féministe répondent au particulier, au féminin<sup>50</sup>, et peuvent alors finir par renforcer le sujet de référence : l'homme. En outre, la lutte pour certains droits (avortement, divorce, mariage homosexuel, etc.) peut avoir comme effet indésirable un renforcement du modèle hétéropatriarcal de la famille et de la société<sup>51</sup>, voire renvoyer les femmes à l'espace privé. Caractère insoluble également parce que la demande d'incorporation à la sphère publique à la citoyenneté, par l'accès des femmes au marché du travail, ne porte toujours pas ses fruits. En effet, les femmes exercent des emplois plus précaires que les hommes et socialement moins valorisants, ce qui les cantonne à des positions subalternes du marché du travail et par là même de la citoyenneté. Pour reprendre Rosenell, il serait peut-être utile de se demander si la solution état-centriste n'est pas un « espoir vain<sup>52</sup> ». Caractère insoluble enfin, car malgré les changements dans les discours sur la place des femmes dans la société et la sphère publique, et sur l'égalité entre les hommes et les femmes après le franquisme, l'analyse des expériences d'activistes féministes dans d'autres mouvements sociopolitiques révèlent que les dynamiques de genre restent présentes. Leurs « problèmes » sont relégués au second plan, leur accès à des positions dirigeantes est rare et difficile, les tâches qui leur sont confiées — le plus souvent liées au fonctionnement matériel de l'organisation ou du collectif — reproduisent la dichotomie public/privé. Insoluble, alors, parce que les récits des quatre générations de féministes analysées se recourent, et ce, malgré des situations et des contextes de vie bien différents, sans qu'il y ait de modification notable malgré le changement de régime, entre la dictature et la démocratie.

Cependant, les efforts féministes de transgression de la dichotomie public et privé n'ont pas été vains. La dichotomie n'a pas été détruite, mais ses fondations ont été fragilisées. Les féminismes, en tant que théorie et praxis, ont été essentiels pour ouvrir quelques fissures et rendre poreuses les frontières de la dichotomie public/privé et d'autres dont elle est indissociable : personnel/politique, nature/culture, émotion/raison, féminin/masculin, etc.

<sup>50</sup> AMORÓS, 1994.

<sup>51</sup> La lecture de Judith Butler de l'œuvre de Sophocle *Antigone* est éclairante, car elle analyse, « d'une part, la possibilité de parenté [...] sans le support et la médiation de l'État; d'autre part, la possibilité que l'État existe sans la famille en tant que support et médiation » (BUTLER, 2001, p. 20). Autrement dit, le modèle de famille hétéropatriarcal est soutenu par l'État, mais l'État ne peut pas exister lui-même sans ce modèle familial. Le franquisme est en ce sens paradigmatique.

<sup>52</sup> ROSENELL, 2013, p. 2.

## BIBLIOGRAPHIE

- ABRIL, María Victoria, MIRANDA, María Jesús (1978), *La liberación posible*, Madrid, Akal.
- AGUSTÍN, Mercedes (2003), *Feminismo: identidad personal y lucha colectiva (Análisis del movimiento feminista español en los años 1975 a 1985)*, Grenade, Universidad de Granada, coll. « Feminae ».
- AMORÓS, Celia (1994), *Feminismo: igualdad y diferencia*, México, UNAM.
- ARENDRT, Hannah (1998), *The Human Condition*, Chicago, University of Chicago Press.
- ASOCIACIÓN « MUJERES EN LA TRANSICIÓN DEMOCRÁTICA » (1999), *Españolas en la transición. De excluidas a protagonistas (1973-1982)*, Madrid, Biblioteca Nueva.
- ASTELARRA, Judith (2009), *Veinte años de políticas de igualdad*, Madrid, Cátedra.
- BENHABIB, Seyla, CORNELL, Durcilla (éd.) [1990], *Teoría feminista y teoría crítica*, Valence, Alfons el Magnánim, trad. A. SÁNCHEZ.
- BLANCO, Carmen (1998), *El contradiscurso de las mujeres. Historia del feminismo*, Vigo, Nigra Ensaio.
- BUSTELO, María (inédite), *La evaluación de las políticas públicas de igualdad de género de los gobiernos central y autonómicos en España: 1995-1999*, thèse de doctorat soutenue en 2001 à l'Universidad Complutense de Madrid.
- BUSTELO, María, LOMBARDO, Emanuela (éd.) [2007], *Políticas de Igualdad en España y en Europa*, Madrid, Cátedra – Universitat de València – Instituto de la Mujer, coll. Feminismos.
- BUTLER, Judith (2001), *El grito de Antígona*, Barcelone, El Roure Editorial.
- (2002), *Cuerpos que importan. Sobre los límites materiales y discursivos del «sexo»*, Barcelone, Paidós.
- CARRASCO, Cristina, BORDERÍAS, Cristina, TORNOS, Teresa (2011), *El trabajo de cuidados. Historia, teoría y políticas*, Madrid, Catarata.
- CASADO, Elena (inédite), *La construcción socio-cognitiva de las identidades de género de las mujeres españolas (1975-1995)*, thèse de doctorat soutenue en 2002 à l'Universidad Complutense de Madrid.
- CASADO-NEIRA, David, MARTÍNEZ, María (2017), « Víctimas de violencia de género (las víctimas habladas) », dans Gabriel GATTI (éd.), *Un mundo de víctimas*, Barcelone, Anthropos, pp. 112-129.
- DI FEBO, Giuliana (1979), *Resistencia y Movimiento de Mujeres en España 1936-1976*, Barcelone, Icaria Editorial.
- ESCARIO, Pilar, ALBERDI, Inés, LÓPEZ-ACCOTTO, Ana Inés (1996), *Lo personal es político. El movimiento feminista en la transición*, Madrid, Instituto de la Mujer.

- FOLGUERA, Pilar (2007), *El feminismo en España. Dos siglos de historia*, Madrid, Pablo Iglesias.
- FRASER, Nancy (1997), *Iustitia Interrupta. Reflexiones críticas desde la posición postsocialista*, Bogotá, Siglo del Hombre.
- GIL, Silvia L. (2011), *Nuevos feminismos. Sentidos comunes en la dispersión. Una historia de trayectorias y rupturas en el Estado Español*, Madrid, Traficantes de Sueños.
- GUIRAO MIRÓN, Cristina (2010), « Modernidad y posmodernidad en el feminismo contemporáneo », *Feminismo/s*, 15, pp. 221-234.
- JOHNSTON, Hans, LARAÑA, Enrique, GUSFIELD, Joseph (1994), « Identidades, ideologías y vida cotidiana en los nuevos movimientos sociales », dans Enrique LARAÑA et Joseph GUSFIELD (éd.), *Los nuevos movimientos sociales. De la ideología a la identidad*, Madrid, CIS, pp. 3-42.
- LARAÑA, Enrique (1999), *La construcción de los movimientos sociales*, Madrid, Alianza.
- LARUMBE, María Ángeles (2002), *Una inmensa minoría. Influencia y feminismo en la transición*, Saragosse, Prensas Universitarias de Zaragoza.
- MARTÍNEZ, María (2019), *Identidades en proceso. Una propuesta a partir del análisis de las movilizaciones feministas contemporáneas*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS).
- MARTÍNEZ, María, SIMÓ, Carles (2015), « Precarización de las mujeres en la España contemporánea (1995-2010). Paradojas analíticas desde la dimensión socio-económica », *Oñati Socio-Legal Series*, 5 (4), pp. 1086-1109 [disponible en ligne].
- MERCADÉ, Ana (1976), *El despertar del feminismo en España*, Bilbao, Gráficas Ellacuría.
- MILLETT, Kate (2010), *Política sexual*, Madrid, Cátedra.
- MORENO, Amparo (1977), *Mujeres en lucha. El movimiento feminista en España*, Barcelone, Anagrama.
- OSBORNE, Raquel (coord.) [2012], *Mujeres bajo sospecha: memoria y sexualidad (1930-1980)*, Madrid, Fundamentos.
- PATEMAN, Carol (1996), « Críticas feministas a la dicotomía público/privado », dans Carme CASTELL (coord.), *Perspectivas feministas en teoría política*, Barcelone – Buenos Aires – México, Paidós, pp. 31-52.
- PAVARD, Bibia (2012), *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Rennes, Presses Universitaires des Rennes.
- PINEDA, Empar (1991), « El feminismo como proyecto emancipador », *Encuentros*, 3, pp. 25-80.
- ROGGBAND, Conny (2012), « Shifting policy responses to domestic violence in the Netherlands and Spain (1980-2009) », *Violence against women*, 18 (7), pp. 784-806 [disponible en ligne].

- ROSENELL, Sasha (2013), *Beyond Citizenship? Feminism and the Transformation of Belonging*, New York, Palgrave MacMillan.
- RUBIN, Gayle (1975), « The traffic in women: notes in the 'Political Economy' of sex », dans Rayna R. REITER (éd.), *Toward an Anthropology of women*, New York – Londres, Monthly Review Press, pp. 157-210.
- RUIZ GARCÍA, Sonia (inédite), *Trabajo y género en el movimiento feminista y de Mujeres en el Estado español (1988-2012). De obreras, cuidadoras y activistas*, thèse de doctorat soutenue en 2013 à l'Universitat Autònoma de Barcelona.
- SAGASTIZABAL, Marina, LEGARRETA, Matxalen (2016), « La "triple presencia-ausencia": una propuesta para el estudio del trabajo doméstico-familiar, el trabajo remunerado y la participación socio-política », *Papeles del CEIC*, 151 [disponible en ligne].
- SETAS FEMINISTAS – SEVILLA (2012), « 15-M desde la perspectiva de género », dans AA. VV., *R-evolucionando. Feminismos en el 15-M*, Barcelone, Icaria, pp. 23-30.
- TORNS, Teresa (2012), « La précarité de l'emploi en Espagne est-elle une affaire de femmes ? », dans Sabine FORTINO, Benjamín TEJERINA, Beatriz CAVIA, José CALDERÓN (éd.), *Crise sociale et précarité*, Nîmes, Champ Social, pp. 76-92.
- WHITTIER, Nancy (1995), *Feminist generations. The persistence of the radical women's movement*, Philadelphie, Temple University Press.
- ZABALA, Begoña (2008), *Movimiento de mujeres, mujeres en movimiento*, Donostia, Txalaparta.
- #ACAMPADA OBRADOIRO – SANTIAGO DE COMPOSTELA (2011), « El impacto de las propuestas feministas en el contexto de la #AcampadaObradoiro. Conflictos, dificultades y transformaciones », dans AA. VV., *R-evolucionando. Feminismos en el 15-M*, Barcelone, Icaria, pp. 31-38.